ASSEMBLÉE NATIONALE

20 février 2020

PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE - (N° 2591)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

AMENDEMENT

N ° CL120

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 2

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si l'Inspection générale de la protection des lanceurs d'alerte est compétente pour recevoir les signalements, son autorité aura-t-elle la primauté sur l'autorité administrative, judiciaire ou l'ordre professionnel compétents ? J'entends mal quel rôle doit tenir cette autorité par rapport aux autorités jusqu'alors déterminées compétentes. Cette approximation doit être précisée.